

INSTITUT DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION
SUR LA CONSOMMATION

Sou1969-2079

CONSOMMATION INDIVIDUELLE ET CONSOMMATION COLLECTIVE

(Premier essai de mesure)

Sou1969-2079



27 (4)

Consommation collective.
(Premier essai de mesure) / J.
Desce. (4 mars 1969).

CREDOC-Bibliothèque



0-1

J. DESCE/SR - n° 3 323

Paris, le 4 Mars 1969

00027

R1 027 (4)

R00027

CONSOMMATION INDIVIDUELLE ET CONSOMMATION COLLECTIVE

(Premier essai de mesure)

INTRODUCTION

Dans le cadre des travaux portant sur le long terme effectués par le groupe "Consommation - Mode de vie" du Commissariat Général au Plan, le CREDOC a été amené à définir un nouveau concept de la consommation des particuliers, pouvant s'intégrer dans une description prospective du mode de vie. Les résultats des premières recherches sur ce sujet font l'objet de cet article.

Le mode de vie est un concept particulièrement complexe qui se définit en fonction, non seulement de la consommation des particuliers, mais encore de l'utilisation du temps et de l'espace, ainsi que des rapports entre les individus et les groupes sociaux.

Il faut, d'autre part, préciser que la consommation, dans cette nouvelle optique, ne se limite pas aux achats des particuliers, mais comprend aussi l'utilisation de tous les biens ou services mis à la disposition des ménages avec ou sans paiement par les autres agents économiques.

En effet, parmi ces biens et services consommés, certains sont achetés directement par les ménages ou prélevés sur leur production (consommation alimentaire et auto-consommation) alors que d'autres leurs sont fournis gratuitement (enseignement). Toutefois, cette distinction n'est que théorique car les ménages peuvent se procurer un même bien ou service selon ces différentes modalités. Si l'on veut mesurer et projeter les besoins de ces biens ou services, il apparaît nécessaire de les appréhender dans leur totalité.

A partir de cette définition, le terme "consommation" prend une nouvelle dimension et recouvre trois éléments principaux :

- La consommation des particuliers telle qu'elle est définie dans le cadre de la Comptabilité Nationale (les biens et services achetés par le ménage, l'auto-consommation, les biens correspondants aux salaires en nature et l'assistance en nature).
- La consommation des services "collectifs" gratuits ou subventionnés mis à la disposition des ménages par le secteur public et plus particulièrement par les administrations. (Consommation financée totalement ou en partie par tiers).
- La consommation ou le droit d'usage des richesses de la nature : l'air pur, le soleil, la mer, la montagne ... qui, bien que gratuites, n'en sont pas moins irremplaçables.

Pour être exact, il faudrait pouvoir retrancher de cet agrégat les nuisances (inflation à d'autres de coûts externes).

Notre contribution se borne à apporter un premier essai de mesure de la "consommation financée par tiers" et à l'intégrer à la

consommation individuelle dans un même cadre descriptif. La difficulté de cette étude réside dans sa nouveauté. Un travail analogue a bien été effectué pour les services de santé dont les dépenses figurent presque intégralement dans la consommation des particuliers, mais de nombreux autres services tels que l'enseignement en ont été exclus jusqu'à présent. Notre but est donc d'essayer de combler cette lacune.

Les services collectifs étant principalement assumés par l'Administration, il paraît, au préalable, indispensable de définir les fonctions de production de cette dernière.

Dans une seconde étape, il faudra identifier les bénéficiaires de ces services afin d'isoler la part des ménages. Il sera alors possible de dégager le concept de "consommation élargie" et d'aborder les problèmes d'estimation qu'il soulève. Nous pourrions alors présenter un premier essai de mesure de la consommation élargie.

Il ne s'agit que d'une approche provisoire car les multiples problèmes soulevés par la prise en compte des services rendus par les administrations, qu'ils soient conceptuels ou comptables, n'ont pu trouver de solution suffisamment précise.

Toutefois, malgré son caractère sommaire et son aspect essentiellement descriptif, il nous a paru utile de présenter cette étude dès à présent, ne serait-ce que pour susciter de nouvelles réflexions sur ce sujet.

I - LES SERVICES RENDUS A TITRE GRATUIT

Les services gratuits rendus aux ménages peuvent prendre plusieurs formes :

- Production des Administrations
- Transferts directs aux particuliers ou indirects par l'intermédiaire des entreprises publiques ou privées.

I.1. - La production des administrations est d'une extrême complexité - particulièrement en matière de dépenses - et se manifeste sous les aspects les plus divers de la vie économique.

Il est donc indispensable, avant de dresser une liste des services gratuits offerts par les administrations, de rechercher des critères simples, susceptibles de schématiser l'activité du secteur public en tant que producteur d'équipement et de services collectifs.

Les administrations, comme les entreprises, mettant en oeuvre des facteurs de production (traitements, salaires, achats de biens et services courants et d'équipement), on peut les assimiler à des agents de production. La différence essentielle entre administrations et entreprises non financières réside en ce que la production des premières n'est pas systématiquement commercialisée et ne peut pas toujours, de ce fait, faire l'objet d'une estimation à partir des lois du marché. Les administrations, en tant que

producteur, offrent à la collectivité, suivant la classification habituellement retenue, deux types de services gratuits :

- a) - Les services "indivisibles", sans aucun rapport avec l'économie du marché, et qui ne peuvent être imputés à un agent économique particulier.

Ils concernent essentiellement :

- . L'Administration Générale
- . La Défense Nationale
- . La Justice (pénale)
- . Les Relations Internationales
- . L'ordre public .. etc ...

- b) - Les services "divisibles" mis en oeuvre par les Pouvoirs Publics pour satisfaire certains besoins de la collectivité, qui s'adressent à des bénéficiaires plus ou moins facilement identifiables. Les plus importants d'entre eux sont :

- . L'Enseignement et l'Éducation
- . La Formation Professionnelle
- . L'hygiène et la prévention des maladies
- . L'Action Culturelle et l'Information
- . L'Infrastructure des Transports (routes, auto-routes, etc...)
- . L'Urbanisme et l'Aménagement du Territoire
- . L'Action en faveur de la construction et du logement.

Parmi ces services certains sont assumés intégralement ou presque par l'Etat. Enseignement, Culture, Sports, Hygiène et prévention des maladies, alors que d'autres le sont par des organismes semi-publics (Transports, Logement, Aménagement du Territoire, etc ...).

Il est à remarquer que la plupart de ces services peuvent être réalisés à la demande de l'Etat qui les finance, par des entreprises privées. Bien entendu, cette classification n'est pas aussi rigide que le schéma précédent le laisse entendre. Elle présente des cas litigieux, ainsi, si certaines administrations assument principalement des services "indivisibles", tel le Ministère des Affaires Etrangères pour les relations internationales, elles peuvent également produire des services "divisibles", tels que les actions culturelles de ce même Ministère. Il est bien évident que la ventilation des différents services a été influencée par l'optique de ce travail axé sur la consommation.

Aussi nous a-t-il paru raisonnable de restreindre le champ de cette étude aux services collectifs ayant un caractère individuel susceptibles d'être analysés clairement.

1.2. - Les transferts

Les administrations effectuent également des transferts qui visent à certaines incitations économiques et à une redistribution des revenus. Ils peuvent prendre, au sens large, trois formes :

- . Prestations sociales

- Assistance
- Subventions.

Un effort de classification nous conduit à définir deux types de transferts :

- Les "transferts directs" aux ménages qui accroissent leur revenu monétaire.
- Les transferts alloués aux agents économiques autres que les ménages mais qui peuvent, dans certains cas, bénéficier indirectement à ces derniers.

Nous allons essayer de dégager la répercussion de ces différents transferts sur la consommation.

Parmi les "transferts directs" aux ménages, il faut bien distinguer les trois catégories :

- Les transferts qui se traduisent par un accroissement des ressources des ménages et qui ont, sur les choix du consommateur, le même effet qu'une quelconque augmentation des revenus (pensions, retraites, bourses, allocations familiales..)
Nous qualifierons ces transferts par le terme de "non affectés" à une fonction de consommation.
- Les transferts figurent dans la Comptabilité Nationale en ressources des ménages mais qui sont liés à la consommation de biens ou services définie (ex : allocation logement, remboursement de Sécurité Sociale) ; il s'agit, en fait, de

transferts subordonnés à une consommation qui équivalent à une subvention réduisant le prix du produit consommé.

- Les transferts en nature qui s'ajoutent aux achats d'un bien ou service déterminé (attribution de charbon aux mineurs, logement de fonctions, etc...).

La nuance entre ces trois catégories de transferts réside dans le fait que les premiers sont laissés à la libre disposition des ménages sans affectation obligatoire à une consommation particulière. Les seconds, au contraire, exigent au préalable, une dépense particulière. Les troisièmes font partie intégrante de la consommation des particuliers.

- 1.3. - Les subventions aux entreprises et aux administrations sont des opérations intermédiaires entre les transferts directs aux ménages et les services collectifs gratuits. En effet, elles peuvent, dans de nombreux cas, bénéficier aux ménages par la mise à la disposition de ces derniers de biens et services vendus à un prix inférieur à leur coût.

Les subventions aux entreprises privées, autres qu'agricoles, sont relativement importantes, mais leurs effets sur la consommation sont particulièrement difficiles à appréhender car ils varient selon le stade du circuit de distribution où elles interviennent.

Les biens et services collectifs seront déterminés en fonction de leur gratuité totale ou partielle.

- Les services gratuits des administrations
- Les services à prix subventionnés offerts par les entreprises publiques.

II - DELIMITATION DE LA "CONSUMMATION ELARGIE" DES MENAGES

A - A partir des conventions arrêtées ci-dessus, l'évaluation de la consommation finale des ménages comportera trois éléments :

- 1 - La consommation privée des ménages (composée presque exclusivement de biens et services "marchands").
- 2 - La consommation de services collectifs délimitée au paragraphe précédent, c'est-à-dire la consommation et l'utilisation de certains biens et services gratuits ou services à prix subventionnés offerts par le secteur public.
- 3 - Les deux dernières catégories de transferts précédemment établies (transferts en nature et transferts "subordonnés" à une consommation). On regroupe dans cette rubrique :

a) Les transferts en nature :

- o L'aide médicale
- o Les soins dispensés aux anciens combattants
- o L'aide sociale (à l'enfance, aux personnes âgées, etc...)
- o L'assistance judiciaire
- o L'entretien des détenus
- o L'entretien des membres de communautés religieuses
- o Secours divers
- o etc ...

b) Les transferts subordonnés à une consommation :

- Allocation logement
- Remboursements de la Sécurité Sociale
- Subventions aux entreprises publiques
- Subventions à des administrations privées.

B - La prise en compte de la consommation des services collectifs et des transferts dans la consommation finale des ménages soulève des problèmes qu'il convient de poser avant de poursuivre cette étude.

- 1 - Problèmes d'imputation du coût du service entre les utilisateurs multiples, c'est-à-dire entre consommateur final et consommateur intermédiaire, puisque la valeur de ces services intervient dans le prix des biens et services marchands achetés par les ménages, qu'elle est susceptible occasionnellement de diminuer.
- 2 - Problèmes posés par la recherche d'une valeur de la consommation de services collectifs en l'absence d'un prix de marché. Deux solutions peuvent être apportées à ce sujet :
 - a) Estimer cette consommation à partir des prix du marché pour des services analogues.
 - b) Estimer cette consommation au coût des facteurs.
- 3 - Une autre difficulté découle du fait que dans ce domaine particulier de la consommation, l'intervention des administrations se traduit souvent par des investissements. Les avantages que tirent les ménages de ces derniers ne peuvent

être définis avec précision en l'absence d'un taux d'amortissement permettant d'apprécier les consommations immédiates ou différées. Dans le cadre d'une estimation de cette consommation élargie, nous proposerons des solutions provisoires, tout en signalant les conséquences qu'elles impliquent.

C - Cadre descriptif

Dans la première partie de cette note, nous avons précisé la notion de "consommation élargie" en mentionnant les différents éléments qu'il fallait prendre en compte, c'est-à-dire :

- consommation individuelle
- consommation financée par tiers
- certains transferts

Nous sommes amenés à définir la nomenclature dans laquelle ces éléments doivent être étudiés.

Dans une première étape, tout en gardant la nomenclature traditionnelle de la consommation (tableau I et II, p. 17-18) on a été amené :

- à introduire une nouvelle fonction afin de saisir certains services assumés par les administrations au profit des ménages (sécurité).
- à répartir les postes de la consommation selon des critères fonctionnels et par là-même, différents dans leur

contenu, de ceux de la nomenclature traditionnelle, davantage liée à celle des produits.

Cette ventilation nous permet de répartir la consommation élargie des ménages entre les différents agents qui ont financé la consommation finale des particuliers.

On pourra ainsi isoler et classer correctement l'intervention des tiers dans la consommation des ménages et identifier les agents économiques qui agissent directement ou indirectement, sur leur consommation. Ainsi peut-on entrevoir comment les administrations publiques accomplissent une de leurs tâches essentielles : celle de redistribution des revenus.

III - PREMIER ESSAI DE MESURE DE LA "CONSOMMATION ELARGIE"

Dans la partie précédente, nous avons précisé le concept de "consommation élargie" et les problèmes qui en découlent.

A ce stade, il apparaît utile d'essayer, à l'aide des statistiques disponibles, de mesurer cette nouvelle consommation. Pour ce faire, nous nous sommes bornés à reprendre les sources statistiques généralement utilisées :

- Les Comptes de la Nation
- Les Comptes des Administrations Publiques
- Certains travaux du C.R.E.D.O.C. :
 - Les comptes : Culturels
 - Santé
 - Tourisme
- Le budget fonctionnel des administrations.

Il convient de noter que, sans remettre en cause la valeur intrinsèque de ces statistiques, elles ne sont pas parfaitement adaptées à ce genre d'étude, qui, dans un stade ultérieur, nécessitera la création de sources adaptées à ce nouveau concept.

III.1. - Méthodes d'estimation

La consommation individuelle a été évaluée à partir du tableau de la consommation publié par les Comptes de la Nation, en introduisant certaines dépenses (jeux de hasard, assurances, enseignement privé, services domestiques) qui sont considérées comme des opérations de répartition ou des transferts entre les ménages ; cette modification apporte peu de changements au montant global des dépenses individuelles puisque les nouvelles consommations prises en compte ne représentent qu'un montant très faible.

Pour rendre exhaustives les dépenses individuelles, nous avons tenté d'estimer le service rendu par le parc. A cet effet nous avons considéré, outre le loyer réel ou fictif, les dépenses liées à l'environnement urbain (voirie, eau, assainissement..).

Pour la consommation non payante, en l'absence du prix du marché, nous l'avons estimée au coût des facteurs en essayant de répartir la consommation des services collectifs entre la consommation finale et la consommation intermédiaire. Pour cela, nous avons considéré certains services collectifs comme l'enseignement, les sports, l'hygiène et la prévention des maladies, l'ac-

tion culturelle, comme des consommations finales, c'est-à-dire, allant uniquement et directement aux ménages.

Les autres services collectifs sont utilisés par l'ensemble de la collectivité. En l'absence d'instruments de mesure nous permettant de distinguer avec exactitude le partage de ces services entre consommation finale bénéficiant directement aux ménages et consommation intermédiaire bénéficiant en premier lieu aux entreprises, nous avons été contraints, dans une première étape, de les répartir forfaitairement après examen approfondi des informations disponibles dans ce domaine. Toutefois, même lorsqu'il s'agit de consommation intermédiaire, ces prestations de services gratuits aux entreprises amènent celles-ci à vendre leurs produits à un prix inférieur à celui qui prévaudrait si elles avaient payé ces services collectifs. Cette consommation intermédiaire bénéficierait donc, par le canal des entreprises, aux ménages, mais il est impossible de pouvoir l'affecter à une fonction de consommation bien définie.

Nous nous sommes donc trouvés dans l'obligation de l'affecter globalement à l'ensemble de la consommation des ménages (consommation intermédiaire globale).

Cette estimation de la consommation de services collectifs soulève un problème que nous avons mentionné plus haut : certains de ces services se traduisent par un effort d'investissement de la part des administrations ; en l'absence d'un instrument de mesure (ex : taux d'amortissement) permettant d'apprécier les avantages qu'en tirent les ménages dans l'immédiat, nous avons comptabilisé ces investissements de la même manière que le fait la Comptabilité Nationale pour les achats de biens durables.

c'est-à-dire, en considérant qu'ils sont consommés dans l'année où ils sont réalisés.

III.2. Valeurs des estimations

Les tableaux en annexe sont approximatifs du fait que certaines formes d'épargne des ménages n'ont pu encore être saisies et que certaines dépenses effectuées par des tiers n'ont pu faire l'objet d'aucune évaluation (médecine du travail, ramassage du personnel dans les entreprises, etc ...).

La prise en compte et la juxtaposition, dans un même tableau, des dépenses individuelles au prix du marché et des dépenses de consommations collectives au coût des facteurs, se traduit évidemment par un double compte. En effet, le prélèvement fiscal qui contribue à financer la consommation des services collectifs n'a pas été isolé, ce qui entraîne une surestimation de la consommation que l'on pourra éliminer dans un stade ultérieur en déduisant la part représentée par les impôts indirects.

III.3. - Les résultats

Si l'on considère la totalité des dépenses assumées par des tiers, il semble que la majoration introduite par cette nouvelle méthode dans la consommation des ménages soit d'environ 14,6 % en 1959 et 19 % en 1965. Cet accroissement est cependant probablement sous-estimé pour les motifs précédemment mentionnés.

Si l'on considère ces résultats par fonction, on constate que l'intervention des tiers dans la consommation est importante dans 7 domaines :

	<u>1959</u>	<u>1965</u>
- Enseignement	92 %	93,1 %
- Santé	59 %	71,7 %
- Sports	54 %	63,0 %
- Sécurité	58 %	60,5 %
- Transports collectifs	23 %	36,5 %
- Culture	13 %	20,6 %
- Habitation, loyers, énergie, charges	16 %	16,0 %

Ces résultats synthétiques regroupés par grandes fonctions (tableau III, p. 19) montrent que les dépenses collectives portent plus sur l'homme que sur les biens et équipement matériels mis à sa disposition. En effet, la fraction des besoins couverts par des tiers atteint à peine en 1965 :

- 1 % dans l'alimentation et l'habillement,
- 13 % dans les dépenses de logement, réseaux d'équipements de transports et communications,

alors qu'elle s'élève à plus des deux tiers (67 %) dans les domaines de l'enseignement, culture proprement dite, les sports, la santé.

FONCTIONS DE CONSOMMATION	MENAGES Dépenses Directes	ADMINISTRATIONS										ENTREPRISES NON FINANCIERES		INSTITUTIONS FINANCIERES		SUBVENTIONS DE L'ETRANGER		DEPENSES TOTALES
		ETAT		COLLECTIVITES LOC.		SECURITE SOCIALE		AUTRES		TOTAL		Cons.	F.B.C.	Cons.	F.B.C.	Cons.	F.B.C.	
		Cons.	F.B.C.	Cons.	F.B.C.	Cons.	F.B.C.	Cons.	F.B.C.	Cons.	F.B.C.							
1. CONSOMMATION ALIMENTAIRE A DOMICILE	93 353	635		67				40		742								94 095
2. HOTELS, CAFES, RESTAURANTS, CANTINES, COLONIE VAC.	23 113	16					251	72	267	72								23 452
3. HABILLEMENT	321 773	248		89			12		349									33 122
4. SOINS PERSONNELS	5 126																	5 126
5. BIENS DIVERS	3 138	43		12					55									3 193
6. EQUIPEMENT LOGEMENT, PRODUITS D'ENTRETIEN.	18 304	42		7				11	60									18 364
7. HABITATION { LOYERS, REPARATIONS LOCATIVES	21 814	1405		2		828		22	2257		1798							25 869
8. HABITATION { ENERGIE et CHARGES	10 107	1922		7				11	1940		83							12 130
9. SERVICES DIVERS	6 740	4						377	381	98								7 219
10. SECURITE	3 031	1399				2538			3937		710							7 678
11. POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	1 353																	1 353
12. TRANSPORTS: ACHATS & UTILISATION VEHICULES INDIVID.	18 207	121							12									18 219
13. TRANSPORTS COLLECTIFS	5 299	1311	1924	433	15			10	1754	1299								8 352
14. LOISIRS & DISTRACTIONS	8 898							61	61	2								8 961
15. ENSEIGNEMENT	1 223	11 819	2 340	1419	1161				14 664	3 501	127							19 515
16. CULTURE	10 937	1794	399	488					2 282	599	145							13 963
17. SPORT	833	434	576					407	841	576								2 280
18. SANTE	8 305	1982				18762	256		20 744	256								29 305
A. TOTAL	272 554								50 346	6 403	2 863							332 166
+ Consommation à l'extérieur des Résidents - Consommation à l'intérieur des non Résidents	651																	651
B. TOTAL	273 205								50 346	6 403	2 863							332 817
CONSUMMATION INTERMEDIAIRE GLOBALE										3 210								3 210
C. TOTAL GENERAL	273 205								50 346	9 613	2 863							336 027
PRODUIT NATIONAL BRUT																		464 721

FONCTIONS DE CONSOMMATION	MÉNAGES DÉPENSES DIRECTES	ADMINISTRATIONS								ENTREPRISES NON FINANCIÈRES Cons. F.B.C.	INSTITUTIONS FINANCIÈRES Cons. F.B.C.	SUBVENTIONS DE L'ÉTRANGER Cons. F.B.C.	DÉPENSES TOTALES		
		ÉTAT		COLLECTIVITÉS LOC.		SECURITE SOCIALE		AUTRES						TOTAL	
		Cons.	F.B.C.	Cons.	F.B.C.	Cons.	F.B.C.	Cons.	F.B.C.					Cons.	F.B.C.
1. CONSOMMATION ALIMENTAIRE A DOMICILE	62 762	485		96				22		603					63 365
2. HOTELS, CAFES, RESTAURANTS - CANTINES - COLONIES VAC.	12 889	4						139	50	143	50				13 082
3. HABILLEMENT	19 853	159		100				10		269					20 122
4. SOINS PERSONNELS	2 886														2 886
5. BIENS DIVERS	1 919	25		7						32					1 951
6. { EQUIPEMENT LOUÉMENT, PRODUITS D'ENTRETIEN	11 734	25								25					11 759
7. HABITATION { LOYERS, REPARATIONS LOCATIVES...	8 321	422		16		305		18		761	1500				10 582
8. { EVERAIRE et charge	6 421	877		5				26		907					7 328
9. SERVICES DIVERS	3 912							113	7	113	7				4 032
10. SECURITE	2 190	1124				1328				2452	580				5 222
11. POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	707	24								24					731
12. TRANSPORTS : ACHATS & REPARATIONS VEHICULES INDIV.	8 458	7								7					8 465
13. TRANSPORTS COLLECTIFS	3 520	480	479	83	10			9		572	489				4 581
14. LOISIRS & DISTRACTIONS	5 416							9	1	9	1				5 426
15. ENSEIGNEMENT	763									6476	2163	76			9 478
16. CULTURE	7 057									1020					8 077
17. SPORT	352	200	33					178		378	33				763
18. SANTE	5 387	934				6760	130			7694	170				13 211
A - TOTAL ...	164 547									21 485	2 873	2 156			191 061
+ consommation à l'extérieur des Residents - consommation à l'intérieur des non-Residents	144														144
B - TOTAL ...	164 691									21 485	2 873	2 156			191 205
CONSOMMATION INTERMEDIAIRE GLOBALE											1148				1 148
C - TOTAL GÉNÉRAL ...	164 691									21 485	4 021	2 156			192 353
PRODUIT NATIONAL BRUT															267 400

Tableau n° 3

CONSUMMATION ELARGIES DES MENAGES 1965

Fonctions de consommation regroupées	Consommations Individuelles		Consommations Collectives		Ensemble	
	millions de Frs	Répartition par fonction en %	millions de Frs	Répartition par fonction en %	millions de Frs	Répartition par fonction en %
1. <u>Besoins élémentaires :</u>						
. Besoins d'alimentation, hôtels, cafés, rest.	57 503	99,1	1 485	0,9	158 988	
. Besoins d'habillement						
. Besoins de soins personnels, biens divers						
2. <u>Besoins relatifs au cadre de vie :</u>	93 753	86,7	14 392	13,3	108 145	
3. . Dépenses d'habitation (équipement, logement)						
. Produits d'entretien, loyers, réparations, énergie et charges	50 225	89,1	6 138	10,9	56 363	
4. Autres (distractions, loisirs, transports individuels et collectifs, P. et T., services divers, sécurité)	43 528	84,1	8 254	15,9	51 782	
5. <u>Besoins formation et sauvegarde de la personne :</u>	21 298	32,7	43 735	67,3	65 033	
6. . Enseignement, culture	12 160	36,3	21 318	63,7	33 478	
7. . Sports, santé	9 138	29,0	22 417	71,0	31 555	
8. <u>Consommation intermédiaire globale</u>			3 210	100,0	3 210	
ENSEMBLE	272 554	81,3	62 822	18,7	335 376	

Tableau n° 4

CONSOMMATION ELARGIE DES MENAGES
(coefficient budgétaire en %)

	Ménages	Administrations	TOTAL
1. Consommation alimentaire à domicile	34,2	1,3	28,2
2. Hôtels, cafés, restaurants, cantines, colonies de vacances	8,5	0,6	7,0
3. Habillement	12,0	0,6	9,9
4. Soins personnels	1,9	-	1,5
5. Biens divers	1,1	0,1	1,0
6. { Equipem ^t , logement, prod. d'entr.	6,7	0,1	5,5
7. Habitation { Loyers, réparations locatives	8,0	4,1	7,8
8. { Energie et charges	3,7	3,4	3,6
9. Services divers	2,5	0,8	2,2
10. Sécurité	1,1	6,9	2,3
11. Postes et télécommunications	0,5	-	0,5
12. Transports : achats et utilisation véhicules individuels	6,7	-	5,5
13. Transports collectifs	1,9	5,4	2,5
14. Loisirs et distractions	3,3	0,1	2,7
15. Enseignement	0,4	32,0	5,9
16. Culture	4,0	5,1	4,2
17. Sports	0,3	2,5	0,7
18. Santé	3,0	37,0	8,8
<u>TOTAL A</u>			
+ Consommation à l'extérieur des Résidents			
- Consommation à l'intérieur des non résidents	0,2	-	0,2
<u>TOTAL B</u>			
<u>TOTAL</u>	100,0	100,0	100,0

Cet effort très important de la collectivité en faveur de l'homme, est également confirmé par l'étude du coefficient budgétaire de la consommation collective. En effet, on constate à la lecture du tableau que l'action des besoins de formation et de sauvegarde représente près de 70 % de la consommation collective qui est affectée aux besoins de formation et de sauvegarde de la personne contre, 2,4 %, pour les besoins élémentaires. (Tableau n° 4 et 5 p. 20, 21).

IV - LES PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS

IV.1.- La tentative de projection à laquelle ces résultats (tableaux annexe 6, 7, 8) ont donné lieu à moins permis d'établir un niveau 1970 que de définir les problèmes soulevés par les prévisions de consommation à partir de ce concept élargi.

Les difficultés rencontrées au cours de cette tentative tiennent :

- d'une part, à l'insuffisance des données d'information de base qui entraîne en particulier, une sous-estimation de l'année 1959. Ce qui explique probablement des ruptures de tendances que nous constatons entre 1959 et 1970.
- d'autre part, à la complexité des problèmes posés par le choix des indices appropriés pour passer des estimations à prix courants à celle à prix constants c'est-à-dire aux prix

d'une année de référence. En effet, s'il existe un système de prix permettant ce passage pour les dépenses individuelles (indices 259 articles) par contre, on n'a pas calculé d'indice prix valable pour chacun des principaux services collectifs. Nous avons résolu provisoirement ce problème en utilisant le système des indices de prix relatifs employés en vue de l'élaboration du Vème Plan (1). Il convient toutefois de signaler que ces indices ayant été calculés pour des flux globaux, ne peuvent être complètement satisfaisants puisqu'appliqués à des flux partiels.

IV.2.- Conclusion

Le travail qui précède, du fait et en dépit de son insuffisance, conduit à un certain nombre de remarques générales.

Sur le plan de l'observation statistique, il met en évidence les lacunes de la documentation disponible.

Un certain nombre de problèmes soulevés au cours de l'étude n'ont trouvé qu'une solution provisoire, ce qui nous empêche, de ce fait, de répondre à des questions fondamentales, telles que de préciser les avantages réels tirés par les ménages de l'intervention de l'Etat qui fournit des services gratuits. Seule une

(1) Rapport Technique sur le Vème Plan, Etudes et Conjoncture
n° 5 - Mai 1967.

étude approfondie tenant compte du prélèvement fiscal nous permettra de répondre à cette question.

Quelles que soient les insuffisances mentionnées ci-dessus, les données dont on dispose apportent cependant divers renseignements que l'on ne saurait négliger. Le nouveau concept de la "consommation élargie" nous a permis de voir comment l'action des administrations, et plus particulièrement de l'Etat, a accru la consommation des particuliers et modifié la structure de la demande. Au cours de cette étude, il ne s'agissait pas de remettre en cause les cadres de la Comptabilité Nationale, mais de chercher à apporter un complément indispensable à la projection à long terme de la consommation. Ce concept, en outre, doit permettre une meilleure comparaison internationale des niveaux de vie. En effet, ce nouveau concept permet de dégager une "consommation exhaustive" qui tient compte, non seulement de l'action personnelle des ménages, mais encore de celle des administrations et des entreprises. Or, comme ces deux dernières actions varient très fortement selon les systèmes économiques, seul le concept de consommation élargie permet d'avoir une comparaison correcte du niveau de vie de pays à pays.

Cette étude globale appelle d'elle-même des prolongements. En effet, s'il peut paraître intéressant d'avoir saisi, dans son ensemble, l'action de la collectivité en faveur de la consommation, il l'est encore plus de connaître, de façon plus précise, les principales catégories de consommateurs bénéficiant

NOMENCLATURE DES FONCTIONS DE "CONSOMMATION ELARGIE"

Fonctions de consommation dans l'optique traditionnelle	Apports supplémentaires dans l'optique nouvelle "consommation élargie"	Observations
<u>Consommation alimentaire à domicile</u> <u>Hôtels-Cafés-Restaurants</u> <u>Cantines</u> <u>Colonies de vacances</u>	+ subventions des régularisations du marché alimentaire (prix). + subventions d'exploitation et d'équipement des administrations privées et publiques	y compris les cantines d'entreprises, d'administrations scolaires
<u>H billement</u> <u>Habitation</u>	+ contribution aux dépenses des logements destinés à être loués (1 %) + subventions de régularisation du marché de l'énergie + 40 % de l'équipement collectif urbain (voirie, eau, assainissement...etc..)	F.B.C.F. des ménages comptabilisés au compte de capital des ménages
<u>Soins personnels</u> <u>Services divers</u>	+ services domestiques + aide aux travailleurs (solde) + cotisation (partis politiques, cultes)	les services domestiques sont rangés en Comptabilité Nationale, parmi les opérations de répartition.

NOMENCLATURE DES FONCTIONS DE "CONSOUMATION ELARGIE"
(suite)

Fonctions de consommation dans l'optique traditionnelle	Apports supplémentaires dans l'optique nouvelle "consommation élargie"	Observations
<u>Transports et télécommunications</u>	<ul style="list-style-type: none"> + subvention d'exploitation (passagers) + subvention d'équipement (passagers) + 40 % infrastructure des routes 	
<u>Santé</u>	<ul style="list-style-type: none"> + subvention d'exploitation et d'équipement des administrations 	
<u>Culture-Loisirs, distractions, sports</u>	<ul style="list-style-type: none"> + subvention d'équipement et d'exploitation des administrations privées et publiques + jeux de hasard 	<p>Les jeux de hasard sont rangés parmi les opérations de répartition en comptabilité nationale</p>
	<p><u>Enseignement (1)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> les dépenses d'enseignement public (Etat, collectivités locales) + dépenses pour l'enseignement privé (Administrations priv.) + formation professionnelle des adultes + éducation surveillée + taxes d'apprentissage + dépenses à la charge des ménages 	<p>Les dépenses d'enseignement sont traitées par la Comptabilité Nationale comme des opérations de répartition ainsi que les dépenses d'assurance.</p>

(1) Les dépenses de cantines figurent au poste : Hôtels, café, restaurants, cantines.

NOMENCLATURE DES FONCTIONS DE "CONSOUMATION ELARGIE"

(fin)

Fonctions de consommation dans l'optique traditionnelle	Apports supplémentaires dans l'optique nouvelle "consommation élargie"	Observations
Biens divers	<p><u>Sécurité et Assurance (IARD)</u> + assurance vie (différence entre primes versées et indemnités reçues)</p> <p>+ Sécurité Sociale (consommation nette + salaires bruts + FBCF)</p> <p>+ 50 % des dépenses de l'Etat (protection contre l'incendie + police + préfecture + gendarmerie)</p> <p><u>Consommation intermédiaire globale</u> 50 % dépenses de l'Etat : protection contre l'incendie + police de la route + gendarmerie + 60 % infrastructure des routes + 60 % (voirie, eau, assainissement, etc...)</p>	

TABLEAU N° 6

Consommation élargie des ménages

(millions de Francs 1962)

	Ménages	1 9 7 0		TOTAL
		Administrations		
		Consommation	F.B.C.	
1. Consommation alimentaire à domicile	96 141	-	-	96 141
2. Hôtels, cafés, restaurants, cantines	26 608	-	-	26 608
3. Habillement	37 698	-	-	37 698
4. Soins personnels	5 512	-	-	5 512
5. Biens divers	4 700	-	-	4 700
6. Equipement, logement, produits d'entretien	22 244	-	-	22 244
7. Loyers, réparations locatives	23 776	2 260	-	26 036
8. Energie et charges	12 854	2 467	-	15 321
9. Services divers	7 085	434	-	7 519
10. Sécurité	4 620	4 886	-	9 506
11. Postes et télécommunications	1 550	-	-	1 550
12. Transports, achats, utilisation véhicules individuels	22 426	-	-	22 426
13. Transports collectifs	5 560	2 863	2 195	10 618
14. Loisirs et distractions	9 835	-	-	9 835
15. Enseignement	2 29	18 127	4 522	23 988
16. Culture	11 765	2 901	762	15 428
17. Sports	1 254	1 728	1 183	4 165
18. Santé	9 200	22 396	243	31 839
Total	304 167	58 062	8 905	371 134
Consommation intermédiaires globale			4 267	4 267
T O T A L	304 167	58 062	13 172	375 401

TABLEAU N° 7

Consommation élargie des ménages

(millions de France 1962)

	1 9 6 5			
	Ménages	Administrations		TOTAL
		Consommation	F.B.C.	
1. Consommation alimentaire à domicile	83 975	138	-	84 113
2. Hôtels, cafés, restaurants, cantines	20 547	237	64	20 848
3. Habillement	30 810	-	-	30 810
4. Soins personnels	4 557	-	-	4 557
5. Biens divers	3 704	-	-	3 704
6. Equipement, logement, produits d'entretien	17 770	-	-	17 770
7. Loyers, réparations locatives	17 342	1 794	-	19 136
8. Energie et charges	9 895	1 899	-	11 794
9. Services divers	6 032	339	87	6 458
10. Sécurité	3 548	3 500	-	7 096
11. Postes et télécommunications	1 203	-	-	1 203
12. Transports, achats, utilisation véhicules individuels	16 426	-	-	16 426
13. Transports collectifs	4 950	1 507	1 155	7 612
14. Loisirs et distractions	7 906	54	2	7 962
15. Enseignement	1 080	12 948	3 097	17 125
16. Culture	5 723	2 029	533	12 285
17. Sports	741	748	512	2 001
18. Santé	7 383	18 441	228	26 052
Total	247 640	43 634	5 678	296 952
Consommation intermédiaire globale			3 059	3 059
T O T A L	247 640	43 634	8 737	300 011

TABLEAU N° 8

Consommation élargie des ménages

(millions de France 1962)

	1 9 5 9			
	Ménages	Administrations		TOTAL
		Consommation	F.B.C.	
1. Consommation alimentaire à domicile	69 700	128	-	69 828
2. Hôtels, cafés, restaurants, cantines	14 204	158	55	14 417
3. Habillement	22 174	-	-	22 174
4. Soins personnels	3 180	-	-	3 180
5. Biens divers	2 558	-	-	2 558
6. Equipement, logement, produits d'en- tretien	12 218	-	-	12 218
7. Loyers, réparations locatives	11 258	1 029	-	12 287
8. Energie et charges	6 305	891	-	7 196
9. Services divers	5 660	125	8	5 793
10. Sécurité	2 509	2 702	-	5 211
11. Postes et télécommunications	806	-	-	806
12. Transports, achats, utilisation vé- hicules individuels	9 328	-	-	9 328
13. Transports collectifs	4 500	603	539	5 642
14. Loisirs et distractions	5 968	10	1	5 979
15. Enseignement	841	7 137	2 384	10 362
16. Culture	7 770	1 124	-	8 894
17. Sports	388	417	36	841
18. Santé	5 936	8 479	143	14 558
TOTAL	185 303	22 803	3 166	211 272
Consommation intermédiaire globale			1 414	1 414
T O T A L	185 303	22 803	4 580	212 686

APPRECIATION DE LA VALIDITE DES CONSOMMATIONS FINANCEES PAR TIERS -

F O N C T I O N S	S O U R C E S	Valeur des estimations
7. Loyers, réparations locatives	Les Comptes des Administrations publiques	X
8. Energie et charges	Les Comptes des Administrations publiques	X
10. Sécurité	Etudes et Conjoncture (INSEE)	XX
13. Transports collectifs	Les Comptes des Administrations publiques	X
15. Enseignement	Education Nationale	XX
16. Culture	Comptes des Administrations publiques	X
	Les Comptes Culturels (CREDOC)	XX
17. Sport	Les Comptes des Administrations publiques	X
18. Santé	Les Comptes Santé (CREDOC)	XX

X Assez bon

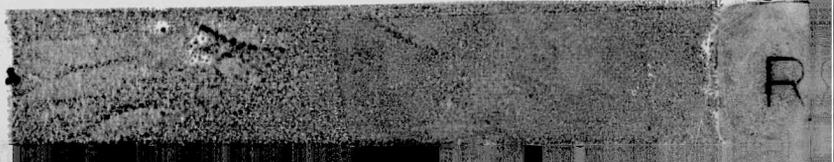
XX Bon

XXX Très bon



C
R

M
2



R